

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2019-05-23-002

arrêté portant mise en demeure - installations classées pour
la protection de l'environnement - société IMPLUS EU à
Limay

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

**arrêté portant mise en demeure
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société IMPLUS EU à Limay**

**Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-40397 du 2 décembre 2016 autorisant la société IMPLUS EU à exploiter un entrepôt de deux cellules destinées au stockage de produits combustibles et de polymères sur la commune de Limay (78520), 6 avenue du Val ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite de contrôle du 18 avril 2019, transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 mai 2019, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du 18 avril 2019 des installations exploitées par la société IMPLUS EU à Limay - 6 avenue du Val, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a notamment constaté que ;

- l'exploitant ne dispose pas d'un dossier comportant les éléments mentionnés à l'article 1.2. de l'arrêté de prescriptions générales du 11 avril 2017 sus visé ;
- l'exploitant ne dispose pas d'une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément suite à un sinistre, n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment (article 4 de l'arrêté du 11 avril 2017 sus visé) ;
- l'exploitant ne dispose pas sur le site d'un dossier ou document précisant la conformité des installations aux caractéristiques de réaction et de résistance au feu (article 4 de l'arrêté du 11 avril 2017 sus visé) ;
- la réserve d'eau pour le système d'extinction automatique d'incendie (sprinkleur) a une capacité de 463 m³, ce qui n'est pas conforme au dossier d'enregistrement fourni par la société IMPLUS EU en 2016 qui mentionne 720 m³ (article 13 de l'arrêté du 11 avril 2017 sus visé) ;
- l'exploitant n'a pas pu fournir l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications des ins-

tallations de protection contre le risque foudre contrairement aux prescriptions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié sus visé (auquel renvoie l'article 15 de l'arrêté du 11 avril 2017 sus visé) ;

- il n'y a pas de local chaufferie sur le site, ce qui n'est pas conforme au dossier d'enregistrement déposé par la société IMPLUS EU en 2016 (article 18.1 de l'arrêté du 11 avril 2017 sus visé) ;
- l'absence de consignes écrites précisant les modalités d'application des dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 sus visé et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel (article 21 dudit arrêté du 11 avril 2017) ;

Considérant que la société IMPLUS EU n'a pas fait parvenir de porter à connaissance relatif à la modification des installations de chauffage et au volume de la réserve d'eau destinée au système d'extinction automatique d'incendie contrairement aux prescriptions de l'article 1.8.2 de l'arrêté du 11 avril 2017 sus visé ;

Considérant le risque d'incendie de ce type d'installation et le risque de pollution des eaux et des sols en cas d'incendie ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observation sur le rapport et le projet d'arrêté ;

Considérant que ces non-conformités constituent des manquements aux prescriptions des articles 1.2, 1.8.2, 4, 13, 18.1, 21 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié sus visé ;

Considérant que, face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société IMPLUS EU de respecter les prescriptions des articles 1.2, 1.8.2, 4, 13, 18.1, 21 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié sus visé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter :

- dans le **délai d'un mois** à compter de la notification de la présente décision :
 - les prescriptions de l'article 1.2 « Contenu du dossier » de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en établissant un dossier, facilement accessible, sur le site, comportant tous les documents mentionnés dans cet article ;
 - les prescriptions de l'article 4 « Dispositions constructives » de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 mentionné ci-dessus, en transmettant à l'inspection des installations classées les documents suivants :
 - l'étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément suite à un sinistre, n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment ;
 - le dossier de conformité aux caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales des installations ;

- les prescriptions de l'article 21 « Consignes » de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sus mentionné, en établissant des consignes écrites précisant les modalités d'application des dispositions dudit arrêté ministériel du 11 avril 2017 ; ces consignes doivent être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel ;
- dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision :
 - les prescriptions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en transmettant à l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications des installations de protection contre le risque foudre ;
 - l'article 1.8.2. « Modifications » de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sus mentionné, en transmettant un porter à connaissance pour la modification des installations de chauffage du site ;
- dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision :
 - les prescriptions de l'article 13 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sus mentionné, en mettant en conformité les installations d'extinction automatique d'incendie (sprinkler) soit :
 - en mettant en place une réserve d'eau d'un minimum de 720 m³ pour le système d'extinction automatique, conformément au dossier d'enregistrement déposé en 2016 ;
 - en déposant un porter à connaissance pour la modification des installations du site conformément à l'article 1.8.2. « Modifications » du même arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie via l'application <https://www.telerecours.fr/>

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société IMPLUS EU et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
 - sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - maire de la commune de Limay,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 23 MAI 2019

Pour le Préfet
 Directeur, pour
 subdélégation
 de l'environnement
 Henri Kaltembacher
 Pour le Préfet, par le Directeur et par le chef de l'unité des Yvelines,